

France-Vatican/Diplomatie

Quand Hollande rencontre le pape

AFP
Rome/Italie

Il s'agissait pour le président français de témoigner sa "gratitude" au souverain pontife.

LE président François Hollande a rencontré hier à Rome le pape, auquel il voulait exprimer la "gratitude" du peuple français pour ses "paroles très réconfortantes" après l'assassinat en France d'un prêtre dans une église par deux jihadistes. Le pape François avait adressé des messages de soutien à la France à la suite de ce meurtre à Saint-Etienne-du-Rouvray en Normandie, le 26 juillet, et de l'attentat très meurtrier (85 morts) à Nice le 14 juillet, jour de la fête nationale. Il est "très important que je vienne dire au pape combien nous étions sensibles aux paroles qui ont été prononcées et à l'action qui a été la sienne et qui conforte notre vision de l'humanité", a déclaré M. Hollande, peu avant de se rendre au Vatican pour un entretien avec Jorge Bergoglio, qui avait eu "des paroles très réconfortantes"



Photo : AFP

Le président François Hollande rencontrant le pape François hier au Vatican afin lui dire merci pour ses "paroles réconfortantes" après l'assassinat d'un prêtre en France fin juillet.

après ces violences. Le chef de l'Etat français, accompagné du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, avait fait halte au cœur de la capitale italienne à l'église de Saint-Louis des Français, bâtie par les rois de France et toujours administrée par la France. Il est allé se recueillir quelques instants dans une chapelle dédiée aux victimes du terrorisme, non loin des Caravage qui font la célébrité de cette église baroque. Cette audience privée au Vatican – la deuxième depuis l'élection de M. Hollande, qui se dit athée, en mai 2012 –

avait été annoncée lundi, au moment où les catholiques célébraient l'Assomption. Au sanctuaire de Lourdes (sud-ouest de la France), le traditionnel pèlerinage du 15 août avait été placé sous très haute sécurité en raison de la menace terroriste. Le 26 juillet, quelques heures après l'assassinat du père Jacques Hamel, le président socialiste avait appelé au téléphone le pape pour lui promettre que "tout sera(it) fait" pour protéger les églises. Il avait souligné que "lorsqu'un prêtre est attaqué, c'est toute la France qui est meurtrie".

"LA REPUBLIQUE PROFANE" Hier, M. Hollande a fait des déclarations similaires, soulignant que quand "une église est touchée, un prêtre est assassiné, c'est la République (française) qui est profanée". La laïcité à la française, parfois mal comprise à l'étranger et au Vatican en particulier, est aussi là pour "protéger les cultes", a-t-il insisté. "Ce message de laïcité n'est pas un message qui peut blesser, mais un message qui peut réunir et rassembler", a ajouté le président français. Le lendemain de l'attentat, M. Hollande s'était rendu à la cathédrale Notre-Dame de Paris pour assister à une messe solennelle en hommage au père Hamel. Les autorités françaises ont su gré aux responsables religieux d'avoir tout fait, notamment par des manifestations de fraternité dans des églises ou des mosquées, pour apaiser les tensions inter-religieuses dans un pays marqué par des siècles de catholicisme et qui compte plusieurs millions de musulmans. L'entretien entre M. Hollande et le pape, qui a pris fin

vers 17H30 (16H30), a duré une quarantaine de minutes. Devant la presse, le président français a précisé qu'il comptait évoquer avec le pape la situation des chrétiens d'Orient, dont les deux hommes s'étaient déjà entretenus au téléphone le 26 juillet. M. Hollande a évoqué jeudi les "souffrances" endurées par ces chrétiens notamment en Irak et en Syrie. Il a relevé "combien ils sont indispensables parce qu'ils contribuent précisément à l'équilibre" de la région. La présidence française espère aussi à l'occasion de cette visite tourner la page des crispations observées pendant les premières années du quinquennat de François Hollande, quand l'adoption en 2013 de la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux homosexuels s'était heurtée à l'opposition de l'Eglise catholique. Et le Saint-Siège avait refusé d'accréditer en 2015 un ambassadeur proposé par la France, Laurent Stefanini, catholique pratiquant et homosexuel. Après un an de vacance de ce poste, un autre diplomate, Philippe Zeller, a finalement pris ses fonctions en juin dernier.

L'Afrique en bref

- **Congo/Politique. Nouvelle inculpation contre le général Mokoko**
Le général Jean-Marie Michel Mokoko, candidat malheureux à la présidentielle du 20 mars, inculpé et détenu depuis mi-juin pour "atteinte à la sûreté intérieure de l'État", s'est vu notifier hier une nouvelle inculpation, celle d'"incitation aux troubles à l'ordre public", a-t-on appris auprès de son avocat.
- **Mali/Troubles. Un mort et des blessés à Bamako**
Une personne a été tuée et plusieurs autres blessées hier à Bamako dans des heurts entre les forces de l'ordre et des jeunes qui protestaient contre l'arrestation d'un chroniqueur radio contestataire.
- **RDCongo/Politique. Un manifestant tué à Beni**
Un manifestant a été tué par balle hier et cinq autres personnes blessées lors de heurts avec les forces de l'ordre au cours d'une manifestation antigouvernementale à Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de source hospitalière.

Afrique du Sud/Aux lendemains des municipales

L'opposition échoue à former des coalitions contre l'ANC

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

Les partis qui la composent devraient toutefois s'unir pour empêcher l'élection, à Pretoria et Johannesburg, d'un maire issu du parti au pouvoir.

LES principaux partis d'opposition en Afrique du Sud ne formeront pas de coalitions municipales à Pretoria et Johannesburg mais devraient s'unir ce week-end pour empêcher l'élection d'un maire issu du parti au pouvoir, l'ANC, dans ces deux villes-clés du pays. A Pretoria comme à Johannesburg, le Congrès national africain (ANC) a perdu sa majorité absolue lors des élections municipales du 3 août, un revers historique pour le parti fondé par Nelson Mandela. Ces résultats ont obligé les différentes formations politiques à négocier pour former des coalitions. Troisième force politique avec plus de 11% des voix dans les deux villes, le parti de gauche radicale des Combattants pour la liberté économique (EFF) occupait la position du faiseur de roi. Mais ses négociations avec l'Alliance démocratique (DA), parti d'opposition libéral de centre-droit, comme avec l'ANC n'ont pas abouti. "Nous ne formerons de coalition avec personne", a assuré



Photo : AFP

Le leader l'Alliance démocratique Mmusi Maimane ne perd pas le sourire malgré l'échec des négociations pour former une coalition de l'opposition. Des accords au cas par cas restent possibles.

Julius Malema, le leader populiste de l'EFF lors d'une conférence de presse hier. Il avait entre autres posé comme préalable le départ du président Jacob Zuma pour former une coalition avec l'ANC mais a essuyé "un non ferme" en retour. M. Malema a néanmoins expliqué que son parti voterait pour faire élire un maire DA dans la capitale Pretoria et dans la plus grande ville du pays Johannesburg, expliquant que son parti était "coincé entre deux diables" mais que le parti libéral était "un meilleur diable comparé à l'ANC". "L'ANC n'aura pas un seul vote venant de l'EFF", a asséné M. Malema qualifiant le parti au pouvoir d'organisation "soutenant la kleptocratie". Concrètement, si ces promesses s'appliquent ce week-end lors de l'élection

des conseils municipaux, aucune majorité absolue ne devrait se dégager à Pretoria et à Johannesburg. Des maires DA seraient ainsi élus dans ces deux villes mais ne disposeraient pas de plus de 50% des sièges pour faire voter leurs décisions et devraient trouver des points d'entente au cas par cas avec l'EFF. CAMOUFLET EN VUE POUR L'ANC • Ce scénario constituerait un véritable camouflet pour l'ANC, déjà secoué par les résultats du scrutin au niveau national où elle a obtenu moins de 54% des voix, son pire score depuis son arrivée au pouvoir en 1994 à la fin de l'apartheid. Le parti a également perdu la majorité absolue dans cinq des six plus grandes villes du pays, une première. Plusieurs analystes estiment que les scandales de corruption qui entourent le

deuxième mandat du président Zuma sont à l'origine de cette chute de popularité dans les urnes. Ces derniers jours, l'ANC a exclu toute démission du chef de l'Etat. Hier, le leader de la DA a annoncé que son parti allait former des coalitions avec plusieurs formations mineures tout en confirmant qu'il n'avait pas réussi à s'entendre avec l'EFF. "Il est clair que nous ne pouvions pas trouver d'accord sur les questions idéologiques. Il y a trop de sujets sur lesquels nos positions divergent", a déclaré Mmusi Maimane au cours d'une conférence de presse. Il a néanmoins salué la proposition de Julius Malema appe-

lant à élire des maires DA dans les villes concernées, indiquant qu'il s'agissait d'une "grande opportunité (pour la DA) de former des gouvernements", à Pretoria notamment. "Nous avons une vision commune pour la réalisation de certains objectifs, je suis sûr que nous pouvons travailler ensemble", assure à l'AFP James Selfe, député DA en charge des négociations pour les coalitions. La DA a également annoncé des accords avec plusieurs petits partis pour gouverner avec une majorité absolue à Nelson Mandela Bay, la sixième métropole du pays qui englobe la ville industrielle de Port Elizabeth.

C'est arrivé...

Il traverse le pays en taxi et finit en cellule pour cause de facture impayée

UN Japonais aux goûts de luxe mais sans le sou s'est retrouvé embarqué par la police après un voyage en taxi de 850 km, faute de pouvoir régler l'exorbitante facture de plus de 2 000 euros (1,3 million de francs). Selon le récit livré lundi par les forces de l'ordre, Takafumi Arima, 26 ans et sans emploi, a sauté dans un taxi samedi soir à Yokohama, dans la région de Tokyo. Sa lointaine destination – Matsuyama sur l'île de Shikoku (sud-ouest) – avait de quoi interloquer, mais le chauffeur de taxi a cru son client sur parole quand il lui a assuré qu'il le paierait à l'arrivée. Finalement, après neuf heures de route et alors que le compteur affichait la somme de 270 000 yens (environ 1,5 million de francs), le jeune homme a avoué ne pas avoir d'argent. "Le chauffeur a alors appelé la police, ce qui a conduit à l'arrestation" du voyageur, dont les motifs du périple restent inconnus.

... entre Yokohama et Matsuyama (Japon)

A travers le monde

- **Allemagne/Terrorisme. Fausse piste**
La police allemande, qui avait arrêté hier un homme de 27 ans soupçonné de préparer un attentat aux explosifs dans l'est du pays, a fait marche arrière après des perquisitions infructueuses à son domicile.
- **Corée du Nord/Diplomatie. Le N.2 de l'ambassade à Londres fait défection au Sud**
La Corée du Sud a annoncé hier la défection de l'ambassadeur adjoint de Corée du Nord en Grande-Bretagne, Thae Yong-ho. Un événement extrêmement rare qui constitue un grave revers pour Pyongyang.
- **Turquie/Justice. Libération de prisonniers pour faire de la place aux complices du putsch raté**
La Turquie a commencé hier à libérer 38 000 personnes non impliquées dans le putsch avorté afin de faire de la place aux complices du coup de force dans ses prisons engorgées par la purge implacable menée depuis un mois.



Photo : AFP